

PÉDOCRIMINALITÉ

Plaridel, aux Philippines, et la maison familiale dans laquelle les faits se sont produits, le 14 décembre 2022.

PHOTOS JEAN-BAPTISTE RENAUD POUR « LE MONDE »

REPORTAGE

MANILLE, OLONGAPO, PLARIDEL, TAGUIG (PHILIPPINES) - envoyée spéciale

Leurs petites mains ont réduit en charpie les sièges sur lesquels ces trois enfants étaient assis. Des morceaux de mousse jaune constellent le sol de la salle de jeu. Une heure durant, posés sur leurs poufs, Diwa, 11 ans, son frère adoptif de 8 ans et son cousin de 6 ans ont raconté l'indicible. Comment leurs parents les ont violés pour des Européens qui regardaient en direct sur Internet et achetaient leur humiliation dans le huis clos d'une maison d'une ville de la plus grande île des Philippines. Leur récit, bredouillé entre larmes et hésitations en tagalog – la langue locale, fait surgir des mots anglais : « Sex-toy », « Paypal », « Daddy Dave »... Dans la pièce, la touffeur tropicale du mois de décembre rend l'air irrespirable, à moins que ce ne soit l'épaisseur du traumatisme de ces enfants.

C'est un crime encore méconnu en France et en pleine expansion. Les policiers français parlent de « live streaming », « soit un phénomène apparu en 2012 qui consiste à diffuser par webcam à des fins commerciales des vidéos de violences sexuelles commises par des adultes sur des enfants. Le commanditaire prescrit souvent un scénario des faits pour correspondre à la réalisation de ses fantasmes. Une industrie particulièrement développée dans les pays d'Asie du Sud, où cette activité constitue une alternative à la misère », analysent-ils dans un rapport interne. Les Philippines préfèrent le sigle d'« OSEC » – Online Sexual Exploitation of Children (« exploitation sexuelle en ligne d'enfants ») au terme de « pédopornographie », qui pourrait induire un quelconque consentement de l'enfant aux sévices pratiqués sur lui.

DES TROTTIERS AUX RÉSEAUX SOCIAUX

Là-bas, l'International Justice Mission (IJM), une organisation internationale en pointe dans la lutte contre ces violences, revendique de « traduire les criminels en justice ». Elle alerte sur les statistiques inquiétantes du live streaming, qui ont triplé en trois ans. Dans un rapport de 2020, l'IJM écrit que les signalements proviennent huit fois plus des Philippines que d'autres pays « producteurs », comme le Brésil, le Mexique ou l'Inde. Dans 41 % des cas, les viols sont commis par des parents biologiques, et dans 42 % par des proches de la famille, ce qui en fait un crime majoritairement incestueux. A 11 000 kilomètres de là, à Nanterre, en France, l'Office central de répression des violences aux personnes (OCRVP) instruit une quarantaine de dossiers impliquant des citoyens français et des enfants philippins.

Les porte-conteneurs traversent mollement la baie de Subic. A l'apogée de son activité, l'anse accueillait la deuxième plus grande installation militaire américaine à l'étranger, base arrière de la guerre du Vietnam, où les avions étaient réparés et les conscrits divertis. Depuis sa fermeture, en 1992, les touristes ont remplacé les soldats. La ville voisine, Olongapo, est devenue un lieu de villégiature prisé pour ses plages de sable blanc et son eau turquoise.

Tous les soirs, Shay Cullen regarde le soleil inonder la baie d'orange et de rose, puis s'effacer derrière les montagnes. Ce prêtre irlandais vit dans une pièce unique entre les casettes vidéo des reportages, auxquels il a participé, sur le « tourisme sexuel » aux Philippines, et sa bibliothèque remplie de livres classés par catégorie : « néocolonialisme », « histoire philippine », « violence sexuelle », « droits des enfants »... Cheveux gris, sourcils broussaillieux et débit rugueux, l'homme de 79 ans a consacré sa vie au combat contre le trafic d'êtres humains.

En 1969, tout jeune missionnaire, il découvre les rues d'Olongapo, où les souteneurs locaux le confondent avec un soldat américain et lui proposent sans cesse les corps d'enfants philippins. Six ans plus tard, il crée la Preda Foundation et ouvre l'un des premiers foyers d'accueil pour victimes de violences sexuelles – il n'y a dans le pays que onze établissements publics spécialisés, pour 113 millions d'habitants. Quarante ans plus tard, la prédation sexuelle quitte doucement les trottoirs philippins pour rejoindre



Aux Philippines, les enfants perdus du viol en ligne

« LIVE STREAMING » : LA PÉDOCRIMINALITÉ EN DIRECT 1 | 3 Les actes sexuels sur mineurs commandités et regardés en ligne par des Européens sont un phénomène en pleine expansion. Ces crimes sont commis au sein de familles, qui en tirent des revenus. Sur place, une fondation recueille les victimes

les arcanes des réseaux sociaux, où les viols ne se consomment plus directement mais se commanditent par écran interposé.

Quand un cas d'OSEC apparaît sur les écrans radars des services sociaux, les enfants « vendus » par leurs parents à des Européens sont placés en foyer. Ainsi, dans la région d'Olongapo, 122 petites victimes sont suivies, dont certaines, à travers la fondation Preda. Pour les rencontrer, il faut quitter la ville et s'enfoncer sur les pistes de poussière qui serpentent entre les rizières. Le vert fluo des champs égaye le gris des baraquements. Au détour d'une rivière apparaît un immense bâtiment blanc en forme d'octogone. L'endroit est tenu secret : parfois, les parents le trouvent et tentent d'en arracher leurs enfants pour interrompre les enquêtes judiciaires.

A l'intérieur, des petits garçons, des petites filles, des adolescents, des adolescentes – dont certaines, à peine pubères, sont enceintes, alors que d'autres ont des nourrissons cramponnés à leurs bras – s'ébrouent dans des jeux ou dansent sur une musique entraînante. Tout ça ressemblerait presque à une joyeuse cour de récré si cette grosse centaine de mineurs n'étaient pas là tous pour la même raison : « rape » (« viol »), confirme Shay Cullen.

Le prêtre et son équipe répètent un autre mot, « accountability », soit l'idée vitale qu'il faut tenir pour responsables les agresseurs à l'origine de la présence de ces enfants à Preda, et les poursuivre devant les tribunaux philippins et internationaux. Chaque année, ils arrivent à diligenter des procédures et obtenir une quinzaine de condamnations. Pour ce résultat, ils travaillent à faire échole la parole de victimes si marquées qu'à leur arrivée

elles sont mutiques et craintives. Shay Cullen a mis en place une pratique impressionnante – l'Emotional Release Therapy (« thérapie de libération des émotions »).

« VOUS ÊTES DES PERVERS »

« C'est le seul moyen qu'ils ont d'exprimer leur colère. Ils nous ont dit qu'ils avaient été violés, qu'ils ne sont pas protégés par leur famille et que personne ne s'occupe d'eux », décrit-il. Ce jour-là, une dizaine de filles se regroupent dans une pièce étroite et sombre. Les murs sont recouverts de boîtes à œufs, le sol de matelas en mousse. Elles se mettent à pleurer et à crier pour libérer leur douleur. « Vous êtes des pervers », « Vous êtes des pervers », « Vous êtes des animaux », « Je n'en peux plus », « Je n'en peux plus », « Je souffre trop », hurlent-elles en tambourinant de leurs poings contre les parois. Inutile de parler tagalog pour ressentir l'intensité de la détresse déversée. La séance est à peine soutenable. C'est la bande-son de la prédation, le traumatisme en bout de chaîne de la violence sexuelle orchestrée par les Occidentaux.

A la fin, la lumière se rallume. Marie, l'une des travailleuses sociales de Preda, ouvre un temps de parole. « J'ai entendu tous les cris et les douleurs que vous ressentez, nous ressentons votre douleur. » Les jeunes filles reniflent, essuient leurs larmes et émettent des bribes de phrases. « Nous étions trois... Nous étions quatre à être vendus. J'ai voulu ça, mais, en même temps, je ne l'ai vraiment pas voulu. Je regrette, car j'ai fait ça juste pour gagner de l'argent. Je voudrais que celui qui m'a emmenée là-dedans souffre comme je souffre », balbutie Jane, à peine ado.

Dans la pièce attenante, Diwa, son frère adoptif et son cousin n'ont pas encore réduit leurs poufs en miettes. Autour d'eux, des poupées, des camions de pompiers et des cordes à sauter. Et Marie, ils ont confiance en elle. Ils la connaissent depuis leur transfert à Preda, il y a huit mois. Souvent, ils se blottissent dans ses bras. Marie les accompagne et tente de les aider à formuler leur histoire. Diwa regarde par la fenêtre : « Quand le temps est comme ça, je me souviens. Quand c'est calme, quand le monde est calme, quand il y a du vent, quand ça chante. »

Diwa évoque sa mère biologique, pauvre et débordée, qui la confie à sa famille élargie. Avec la pandémie de Covid-19, un confinement rigoureux s'abat sur le pays. Toute la maison est au chômage. Il faut bien gagner de l'argent pour manger. Ses parents adoptifs et ses oncles postent des photos d'elle sur Facebook. Des images banales de l'anniversaire d'une fillette de 10 ans : elle tient dans ses mains un gros 1 et un 0 en ballons dorés, puis elle regarde son gâteau. Ces photos étaient en réalité « une publicité pour les prédateurs occidentaux », éclaire Shay Cullen.

S'ensuivent des échanges capturés par la police philippine entre la mère de Diwa et un certain René, résident en Suisse : « Qu'est-ce que tu fais, pour 200 dollars ? » « Je baise ma fille avec mon copain, elle est vierge, je ne la sacrifie pas pour rien. » D'après Diwa, René est loin d'être le seul prédateur à la solliciter. D'une voix douce et chaleureuse, Marie continue :

« Dis-moi, les étrangers que vous voyiez sur les vidéos... Ce sont les mêmes personnes ou des nouvelles à chaque fois ? »

« Nouvelles à chaque fois, j'étais leur favorite parce que je suis une fille. Du coup, je n'avais pas une journée entière de repos. Dès que je m'installais sur le canapé, les étrangers m'appelaient. Ma famille me disait que cela ne prendrait pas longtemps. Ils faisaient du chantage. Si je ne faisais pas ce que les étrangers demandaient, ma famille me mettrait dehors toute nue. »

Il est difficile de savoir précisément combien de personnes ont commandé le viol de Diwa à distance. La fillette, qui n'a jamais

À NANTERRE, UNE QUARANTAINE DE DOSSIERS IMPLIQUANT DES CITOYENS FRANÇAIS ET DES ENFANTS PHILIPPINS SONT INSTRUITS. TROIS CENTES SONT EN ATTENTE DE JUDICIALIZATION



Diwa, 11 ans, entourée de son petit cousin (à gauche) et de son frère adoptif (à droite), à la fondation Preda, qui les a recueillis, dans la région d'Olongapo, aux Philippines, le 10 décembre 2022. Dans les locaux de la fondation, dont l'adresse est tenue secrète, des messes sont organisées, comme ici, le 11 décembre 2022.
PHOTOS: JEAN-BAPTISTE RENAUD POUR « LE MONDE »

autant parlé que le jour de cette interview, poursuit. « Lorsque j'allais me coucher le soir, ils me rappelaient une fois de plus. Des fois, je faisais une crise. Car ils m'appelaient tout le temps. Ma famille disait toujours que c'était pour elle, que c'était qu'un instant. Que c'est pour réparer le toit. »
Les deux garçons restent silencieux face au récit de leur sœur. Leurs mains attaquent leurs sièges. Marie s'adresse à eux. « Et toi, combien de fois t'ont-ils montré sur le téléphone portable? » « Pas beaucoup de fois », répond le plus petit. « Si, c'était beaucoup! Lui, il a été montré autant que moi », corrige le plus âgé. « J'ai envie de pleurer. Je peux pleurer, Marie? » demande Diwa.

DES CANAUX GRAND PUBLIC SUR LE NET
A la fin de l'entretien, Marie se réjouit que cette parole puisse désormais être entendue jusqu'en Europe, jusque dans les pays et les sociétés de leurs agresseurs. « Ces enfants victimes d'exploitation sexuelle sur Internet sont vraiment à part. Malgré leur jeune âge, ils savent tout des transactions. Ils connaissent les applications, les transferts d'argent, les séances en direct, les sextos. »

La commission de ces crimes n'emprunte pas des canaux complexes ou secrets. Les prises de contact et le live streaming ont lieu sur les réseaux sociaux les plus communs, comme Facebook ou Skype. Le paiement transite ensuite sur les plates-formes internationales de transfert d'argent, comme Western Union ou Paypal. D'après leurs relevés de compte, les oncles de Diwa ont gagné une fortune, pour les Philippines, en l'exploitant : 4 500 dollars (4 200 euros), soit un an de salaire moyen.

Diwa et les deux garçons ont été libérés en novembre 2021, quand la police philippine a débarqué dans la petite ville de Plaridel, à une centaine de kilomètres du foyer de Preda. Sur place, le chef du quartier, Oscar Gabriel, reçoit derrière un gros néon floqué aux armoiries de la mairie. Il se souvient bien d'avoir vu le niveau de vie de la famille s'améliorer d'un seul coup, à une période où la population souffrait des restrictions économiques liées au confinement. Il se remémore la descente de police, les enfants exfiltrés, les vidéos d'exploitation sexuelle que lui ont montrés les enquêteurs et les dénégations des proches – « Ils ont dit que c'étaient des rumeurs colportées par les voisins, qu'ils n'avaient rien fait », répète-t-il.

Oscar Gabriel propose ensuite de nous montrer les lieux des faits. Son homme à tout faire monte sur une moto et nous enjoint de le suivre. Dans une artère passante, au milieu

de maisons en dur de construction récente, il ne s'arrête pas mais fait seulement un signe de la main pour indiquer une habitation aux fenêtres fumées et à la façade de carrelage gris. Au sous-sol, la grand-mère des enfants a le visage buriné et reçoit dans un intérieur plutôt confortable, canapé, cadres et plantes décoratives. Elle refuse de répondre précisément aux questions, dit qu'elle pleure tous les jours à cause de cette histoire, que les voisins sont vraiment « méchants » et que « personne n'est parfait ».

A 50 kilomètres de là, en banlieue sud de Manille, la ville de Taguig est si proche de la mégapole qu'on la dirait avalée par celle-ci. Taguig ressemble à ces cités de pays en développement, où les tours de verre et les bars branchés côtoient à quelques rues près des bidonvilles, tas de tôles, parpaings apparents et entrelacs de fils électriques. Là-bas, en dix ans, 128 enfants ont été « sauvés » des griffes de leurs proches qui les vendaient sur Internet. Car le viol en ligne et la production de ces images sont un crime incestueux, commis par des adultes qui passent à l'acte sur les enfants qu'ils ont à proximité, ou qui contraignent les enfants à avoir des rapports sexuels entre eux. Il n'y a pas vraiment de grande mafia du live streaming, de studios secrets où les vidéos seraient tournées, mais des circuits courts à l'échelle familiale. A Taguig, en dix ans, cinquante-cinq personnes ont été arrêtées, douze condamnées, et quarante-trois sont encore en attente de jugement pour « exploitation sexuelle en ligne ».

Comme dans cette affaire qui a eu lieu en 2019, avant la pandémie. Le droit philippin ne permet d'opérer qu'en flagrant délit : pour démanteler une cellule pratiquant le viol en ligne, les policiers philippins font de l'infiltration numérique. Là, ils ont créé le profil Facebook d'un dénommé Hugo. Hugo vit en Allemagne, ses photos de villes allemandes en accès libre l'accréditent. En juillet 2019, Hugo est abordé par Jocelyn G., 24 ans, qui vit à Taguig.

Très vite, Jocelyn explique l'objet de sa démarche : « U like girl go dirty? » (« tu aimes les petites filles sales? »). Sans aucune précaution, elle surenchérit : « If girls do naked to you... you paying? » (« si les petites filles se mettent nues pour toi, tu payes? »). Elle envoie ensuite une rafale de photos de famille banales, elle avec dans ses bras deux fillettes de 7 ans et 2 ans. Elle indique qu'elle a des difficultés pour payer son loyer et son électricité. Demande quatre fois au faux Hugo mais au vrai agent « How old do you like? » (« tu veux quel âge? ») et ajoute, pour l'encourager, « Don't be shy » (« ne sois pas

« MA FAMILLE ME DISAIT QUE CELA NE PRENDRAIT PAS LONGTEMPS. ET, SI JE NE FAISAIS PAS CE QUE LES ÉTRANGERS DEMANDAIENT, MA FAMILLE ME METTRAIT DEHORS TOUTE NUE »

DIWA, 11 ANS
recueillie
à la fondation Preda

timide »). S'ensuivent plusieurs négociations sur les tarifs et les prestations, entre 30 euros et 80 euros, en fonction du nombre d'enfants et du type de rapport.

En quatre jours, Jocelyn appelle onze fois Hugo en visio, pour réaliser le « show ». Elle insiste énormément, déclare qu'elle est malade et pauvre, que le marché va bientôt fermer et qu'elle n'a rien à manger. Elle réclame aussi la livraison à son domicile d'un téléphone portable qu'Hugo doit lui offrir. La police philippine en profite pour obtenir son adresse précise et monter un guet-apens.

« LEADER MONDIAL DU VIOL EN LIGNE »

Ce 30 juillet 2019, l'après-midi s'étire, et il pleut beaucoup : cela ralentit les connexions Internet. D'un côté, Jocelyn attend le retour de sa sœur de 7 ans, Angelica, de l'école. De l'autre, les policiers philippins se tiennent dans une voiture à proximité, et le faux Hugo dialogue en direct avec elle pour documenter l'infraction. Jocelyn se connecte sur Facebook Live, les faits de violences sexuelles sont commis. C'est le « go » qu'il faut aux forces de l'ordre pour descendre dans la maison, arrêter Jocelyn, sa sœur et son frère, et libérer Angelica, et deux autres enfants de 2 ans et 1 an.

Le lendemain, Angelica est recueillie dans un foyer de l'Armée du salut. La travailleuse sociale l'interroge sur ce qu'elle a subi.

- « Quel âge as-tu, Angelica? »*
- 7 ans
« Que font ton père et ta mère? »
- Mon père est chauffeur de touk-touk, ma mère ne travaille pas.
« Tu sais où tu es, là? »
- Au refuge pour enfants.
« Tu sais pourquoi tu es là? »
- A cause de ce que ma sœur Jocelyn m'a fait.
« Qu'est-ce qu'elle t'a fait? »
- Elle me fait me déshabiller devant le téléphone et me lèche là – la travailleuse sociale mentionne que la petite fille montre ses parties intimes.
« Combien de fois a-t-elle fait ça? »
- Quand elle a besoin d'argent pour acheter du riz ou de la vaisselle.
« Comment ça marche? »
- Elle filme en parlant américain.
« Est-ce qu'elle oblige d'autres personnes à se déshabiller? »
- Oui, les enfants d'à côté et le bébé.
« Ta mère est d'accord? »
- Oui, on a besoin d'argent.
« Veux-tu rajouter quelque chose? »
- Je ne veux pas blasphémer mais je suis obligée de dénoncer Jocelyn. »
- La chambre des représentants philippins se prépare à fêter Noël. A l'entrée, d'immenses

paniers garnis à destination des députés attendent d'être distribués. A l'intérieur, il y a de la musique de Noël, des sapins, des guirlandes partout. Arlene Brosas, l'une des trois seuls représentants progressistes, s'affaire dans un bureau aux couleurs de son parti féministe, le Gabriela Women's Party. Cette ancienne travailleuse sociale a fait de la lutte contre le viol en ligne son cheval de bataille. Elle n'a jamais oublié cette petite fille de 6 ans qui ne faisait que pleurer et n'arrivait pas à parler à laquelle elle a été confrontée.

En plus de son combat contre l'OSEC, Arlene Brosas défend la légalisation du divorce et de l'avortement. Les Philippines, pays très catholique, « peinent à accorder des droits aux femmes et aux enfants ». C'est bien sûr l'extrême pauvreté, la malnutrition sévissant encore dans certains quartiers qui transforment l'archipel en « leader mondial du viol en ligne », selon les mots de son propre ministre de la justice. Il y a l'argument économique, et aussi des raisons plus sociales : la population est très anglophone et les connexions Internet sont de bonne qualité. Beaucoup de parents philippins sont partis à l'autre bout de la planète, les hommes sur des bateaux pour devenir marins, les femmes dans des familles occidentales pour être nounous, générant un manque d'encadrement parental pour de nombreux mineurs. Enfin, elle dénonce l'hypocrisie qui présente les enfants comme des « bénédiction » et les traite comme des « marchandises ».

En décembre 2022, les Philippines ont reçu la visite de Mama Fatima Singhathe, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants. Dans son prérapport, la diplomate a alerté sur le manque de juridiction spécialisée, de données précises, de détections des cas d'OSEC, de coopération nationale et internationale ainsi que de structures d'accueil et de soins pour les petites victimes.

A Preda, Shay Cullen est inquiet. Le prix du riz a augmenté, il n'a plus assez d'argent pour nourrir tous les enfants recueillis. La France vient de détacher un policier de l'OCRVP à l'ambassade de Manille afin de développer la judiciarisation des procédures de viol en ligne entre les deux pays. Parmi les agresseurs d'Angelica, il y a un sexagénaire français, mis en examen pour « complicité de viol ». Il attend son éventuel procès devant la cour d'assises à Paris. ■

LORRAINE DE FOUCHER

Prochain article La mécanique de radicalisation chez les auteurs de viol en ligne